



CONCOURS EBS 2008

ENTREE PARALLELE

ÉPREUVE DE SYNTHÈSE DE TEXTES

Cadre à remplir par le candidat

Numéro du candidat :

Session du :

Cadre réservé à l'administration

Note /20 :

Commentaire

Le dossier est composé des documents suivants :

1. *Entretien avec Edgar Morin : pour une politique de civilisation, site officiel du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, 1997*
2. *Quelle politique de civilisation ? Emmanuel Martin le 18/01/08, site : www.unmondelibre.org*
3. *Une politique de civilisation peut-elle se décréter ? Françoise Fressoz, Les Echos, 11/01/08*
4. *Jacques Chirac : les politiques ont le devoir de civiliser la mondialisation, Unesco presse 2001*
5. *Dossier Renaissance, Encyclopédie de l'Agora*

Nota Bene : Aucun document ne doit sortir de la salle d'examen. Vous devez remettre l'ensemble du dossier sous peine d'annulation de l'épreuve.

« Une politique de civilisation : slogan, concept ou programme ? »

Depuis des années, on parle de crise de civilisation (crise économique, politique et sociale). « Une politique de civilisation » permettrait-elle de résoudre cette crise de civilisation ? Quelles valeurs la société devrait-elle privilégier ?



Après une lecture attentive et approfondie des documents, vous en ferez une synthèse structurée. Aucune synthèse ne doit excéder quatre pages.

Votre travail consiste à :

- Dégager l'idée générale commune aux différents textes et la problématique, qu'elle soit ou non explicitement formulée dans chacun d'entre eux.
- Organiser de façon synthétique la confrontation des thèses en présence, en nommant à chaque fois les auteurs.
- Tout travail de synthèse est centré sur l'exposé et la mise en relation des idées des différents textes. Il exclut toute idée personnelle.

Nota bene :

Votre maîtrise de l'expression écrite (orthographe, syntaxe) et votre aptitude à employer un vocabulaire précis et adéquat font partie des éléments d'appréciation.

Conseils

Pour vous aider, nous vous conseillons de procéder ainsi :

- Au brouillon, faites une colonne par texte.
- Pour chaque texte, notez les idées essentielles et les articulations logiques importantes. Soyez attentifs aux connecteurs.
- Sélectionnez et regroupez les informations essentielles.
- Dégagez l'idée générale commune aux textes.
- Problématisez.
- Confrontez les thèses essentielles. Attention : il ne s'agit pas forcément de thèses opposées. Elles peuvent être complémentaires.
- Ne faites surtout pas un résumé de chaque document (erreur la plus répandue).
- Rattachez chaque thèse à son auteur par souci de précision et de cohérence.
- Ne donnez pas votre avis personnel. Toute prise de position personnelle est à exclure.

Nous vous souhaitons bon courage et de réussir le concours.



Entretien avec Edgar Morin : pour une politique de civilisation (n° 28 - 1997)



Dans son dernier ouvrage, *Une politique de civilisation* [1], Edgar Morin approfondit ses analyses sur l'état du monde, déjà développées dans *Terre-Patrie*, et propose une réforme de la politique et de la pensée, capables de nous faire dépasser la crise multiforme et planétaire que nous traversons.

Label France : *Depuis des années, on s'accorde à reconnaître que nos sociétés traversent une crise économique, sociale et politique. Pourquoi la jugez-vous fondamentale ?*

Edgar Morin : Tout ce qui a constitué le visage lumineux de la civilisation occidentale présente aujourd'hui un envers de plus en plus sombre. Ainsi, l'individualisme, qui est l'une des grandes conquêtes de la civilisation occidentale, s'accompagne de plus en plus de phénomènes d'atomisation, de solitude, d'égoïsme, de dégradation des solidarités. Autre produit ambivalent de notre civilisation, la technique, qui a libéré l'homme d'énormes dépenses énergétiques pour les confier aux machines, a dans le même temps asservi la société à la logique quantitative de ces machines.

L'industrie, qui satisfait les besoins d'un large nombre de personnes, est à l'origine des pollutions et des dégradations qui menacent notre biosphère. La voiture apparaît, à cet égard, au carrefour des vertus et des vices de notre civilisation. La science elle-même, dont on pensait qu'elle répandait uniquement des bienfaits, a révélé un aspect inquiétant avec la menace atomique ou celle de manipulations génétiques.

Ainsi, on peut dire que le mythe du progrès, qui est au fondement de notre civilisation, qui voulait que, nécessairement, demain serait meilleur qu'aujourd'hui, et qui était commun au monde de l'Ouest et au monde de l'Est, puisque le communisme promettait un avenir radieux, s'est effondré en tant que mythe. Cela ne signifie pas que tout progrès soit impossible, mais qu'il ne peut plus être considéré comme automatique et qu'il renferme des régressions de tous ordres. Il nous faut reconnaître aujourd'hui que la civilisation industrielle, technique et scientifique crée autant de problèmes qu'elle en résout.

LF : *Cette crise ne concerne-t-elle que les sociétés occidentales ?*

Cette situation est celle du monde dans la mesure où la civilisation occidentale s'est mondialisée ainsi que son idéal, qu'elle avait appelé le « développement ». Ce dernier a été conçu comme une sorte de machine, dont la locomotive serait technique et économique et qui conduirait par elle-même les wagons, c'est-à-dire le développement social et humain.

Or, nous nous rendons compte que le développement, envisagé uniquement sous un angle économique, n'interdit pas, au contraire, un sous-développement humain et moral. D'abord dans nos sociétés riches et développées, et ensuite dans des sociétés traditionnelles.



L'ensemble de nos anciennes solutions sont aujourd'hui, ainsi, remises en question, ce qui provoque des défis gigantesques pour nous et la planète notamment face à la menace venant de l'économie dite mondialisée, dont on ignore encore si les bienfaits qu'elle promet sous la forme d'élévation du niveau de vie ne vont pas être payés par des dégradations de la qualité même de la vie.

Cette dégradation de la qualité par rapport à la quantité est la marque de notre crise de civilisation car nous vivons dans un monde dominé par une logique technique, économique et scientifique. N'est réel que ce qui est quantifiable, tout ce qui ne l'est pas est évacué, de la pensée politique en particulier. Or, malheureusement, ni l'amour, ni la souffrance, ni le plaisir, ni l'enthousiasme, ni la poésie n'entrent dans la quantification.

Je crains que la voie de la compétition économique accélérée et amplifiée ne nous conduise qu'à un accroissement du chômage. La tragédie, c'est que nous n'avons pas de clé pour en sortir. Nos outils de pensée, nos idéologies, comme le marxisme, qui pensait malheureusement à tort qu'en supprimant la classe dirigeante on supprimerait l'exploitation de l'homme par l'homme, ont fait la preuve de leur échec. Nous sommes donc un peu perdus.

LF : Est-ce qu'une situation limite comparable à la nôtre a déjà existé par le passé ?

Ce développement technique, économique et scientifique, avec ses effets propres, est un phénomène unique dans l'histoire. Mais des situations limites se sont déjà produites. Lorsqu'un système donné se trouve saturé par des problèmes qu'il ne peut plus résoudre, il y a deux possibilités : soit la régression générale, soit un changement de système.

Le cas de la régression est illustré par celui de l'Empire romain. Comme on le sait aujourd'hui, ce ne sont pas les barbares qui ont provoqué sa chute, mais le fait qu'il a été incapable de se transformer et de résoudre ses problèmes économiques. A l'inverse, la naissance des sociétés historiques, il y a dix mille ans au Moyen-Orient, avec le passage de petits groupes nomades de chasseurs-ramasseurs à l'agriculture et leur sédentarisation dans le cadre de villages..., constitue un exemple réussi de dépassement d'un système d'organisation trop compartimenté ou dispersé pour résoudre les problèmes posés par une grande concentration de population/

LF : Lors de ces mutations, on franchit un cap et on change d'échelle en réalité. Est-il dans la logique du devenir des sociétés humaines d'accéder à l'étape de la mondialisation, que vous appelez aussi « l'ère planétaire », et qui est surtout perçue comme un danger aujourd'hui ?



En effet, parce qu'incontrôlée elle s'accompagne de régressions multiples. Mais, c'est une possibilité qui pourrait être souhaitable. La mondialisation a évidemment un aspect très destructeur, d'anonymisation, de ratissage des cultures, d'homogénéisation des identités. Mais, elle représente aussi une chance unique de faire communiquer et se comprendre les hommes des différentes cultures de la planète, et de favoriser les métissages.

Cette étape nouvelle ne pourra venir que si nous enracinons dans notre conscience le fait que nous sommes des citoyens de la Terre tout en étant Européens, Français, Africains, Américains..., qu'elle est notre patrie, ce qui ne nie pas les autres patries. Cette prise de conscience de la communauté de destin terrestre est la condition nécessaire de ce changement qui nous permettrait de copiloter la planète, dont les problèmes sont devenus inextricablement mêlés. Faute de quoi, on connaîtra l'essor des phénomènes de « balkanisation », de repli défensif et violent sur des identités particulières, ethniques, religieuses, qui est le négatif de ce processus d'unification et de

solidarisation de la planète.

LF : Ces problèmes planétaires, qui dépassent la compétence des Etats-nations, nécessiteraient des réponses politiques planétaires. Est-ce à dire qu'il faudrait instaurer un gouvernement mondial avec les risques totalitaires que cela comporte ?

Pas du tout. Ce que je crois, c'est qu'il faut incontestablement espérer que se mette en place une confédération mondiale, qui serait elle-même une confédération de confédérations à l'échelle des continents, dont l'Europe pourrait être un modèle et un exemple. Il faudrait créer des instances mondiales pour réguler des problèmes vitaux comme l'écologie, le nucléaire, et le développement économique, qui, en raison de ses conséquences socio-culturelles, ne devrait pas échapper au contrôle politique.

LF : Mais l'essentiel de la politique de civilisation devrait être mis en oeuvre au niveau de chaque pays. Quelles en sont les finalités et les grandes lignes ?

S'il y a une crise de civilisation, c'est parce que les problèmes fondamentaux sont considérés en général par la politique comme des problèmes individuels et privés. Cette dernière ne perçoit pas leur interdépendance avec les problèmes collectifs et généraux. La politique de civilisation vise à remettre l'homme au centre de la politique, en tant que fin et

moyen, et à promouvoir le bien-vivre au lieu du bien-être. Elle devrait reposer sur deux axes essentiels, valables pour la France, mais aussi pour l'Europe : humaniser les villes, ce qui nécessiterait d'énormes investissements, et lutter contre la désertification des campagnes.

LF : *On vous opposera alors le problème du financement de ces grands projets en temps de crise...*

Bien sûr, mais parce que l'on réfléchit à partir de budgets séparés. Il serait urgent de créer un système comptable qui chiffre les conséquences écologiques et sanitaires de nos maux de civilisation.

LF : *Des millions d'années après son apparition, l'homo sapiens vous paraît en être encore au stade de la préhistoire sur le plan de l'esprit et du comportement. En quoi notre mode de pensée et d'appréhension de la réalité est-il un handicap au dépassement de nos problèmes actuels ?*

Il n'y a de connaissance pertinente que si on est capable de contextualiser son information, de la globaliser et de la situer dans un ensemble. Or, notre système de pensée, qui imprègne l'enseignement de l'école primaire à l'université, est un système qui morcelle la réalité et rend les esprits incapables de relier les savoirs compartimentés en disciplines. Cette hyperspécialisation des connaissances, qui mène à découper dans la réalité un seul aspect, peut avoir des conséquences humaines et pratiques considérables dans le cas, par exemple, des politiques d'infrastructures, qui négligent trop souvent l'environnement social et humain. Elle contribue également à déposséder les citoyens des décisions politiques au profit des experts.



La réforme de la pensée enseigne à affronter la complexité à l'aide de concepts capables de relier les différents savoirs qui sont à notre disposition en cette fin de XXe siècle. Elle est vitale à l'heure de l'ère planétaire, où il est devenu impossible, et artificiel, d'isoler au niveau national un problème important. Cette réforme de pensée, qui elle-même nécessite une réforme de l'éducation, n'est en marche nulle part alors qu'elle est partout nécessaire.

Au XVII^e siècle, Pascal avait déjà compris combien tout est lié, reconnaissant que « *toute chose est aidée et aidante, causée et causante* » - il avait même le sens de la rétroaction, ce qui était admirable à son époque -, « *et tout étant lié par un lien insensible qui relie les parties les plus éloignées les unes des autres, je tiens pour impossible de connaître les parties si je ne connais le tout comme de connaître le tout si je ne connais les parties* ». Voilà la phrase clé. C'est à cet apprentissage que devrait tendre l'éducation.

Mais, malheureusement, nous avons suivi le modèle de Descartes, son contemporain, qui prônait lui le découpage de la réalité et des problèmes. Or, un tout produit des qualités qui n'existent pas dans les parties séparées. Le tout n'est jamais seulement l'addition des parties. C'est quelque chose de plus.

LF : *Vous proposez de dépasser l'antagonisme traditionnel entre le particulier et l'universel. Pourquoi n'est-il pas contradictoire de « vouloir sauvegarder la diversité des cultures et développer l'unité culturelle de l'humanité » ?*

Il est indispensable de pouvoir penser l'unité du multiple et la multiplicité de l'un. On a trop tendance à ignorer l'unité du genre humain lorsque l'on voit la diversité des cultures et des coutumes et à gommer la diversité lorsque l'on perçoit l'unité. Le vrai problème est d'être capable de voir l'un dans l'autre puisque le propre de l'humain réside précisément dans ce potentiel de diversité, laquelle ne saurait remettre en cause l'unité humaine tout à la fois anatomique, génétique, cérébrale, intellectuelle et affective.

Ainsi, on comprend que le général et le particulier ne sont pas ennemis puisque le général lui-même est singulier. L'espèce humaine est singulière par rapport aux autres espèces, et elle produit des singularités multiples. Notre univers lui-même est singulier, mais il produit de la diversité. Il faut toujours être capable de penser l'un et le multiple, car les esprits incapables de concevoir l'unité du multiple et la multiplicité de l'un ne peuvent que promouvoir l'unité qui homogénéise ou les multiplicités qui se referment en elles-mêmes.

LF : *Pour régénérer la démocratie, vous prônez de se ressourcer aux valeurs de la trinité républicaine « liberté, égalité, fraternité ». En quel sens doit-on repenser leurs rapports ?*

Ce qui est intéressant, c'est que cette formule est complexe, les trois termes sont à la fois complémentaires et antagonistes. La liberté toute seule tue l'égalité et même la fraternité. Imposée, l'égalité détruit la liberté sans réaliser la fraternité. Quant à la fraternité, qui ne peut être instituée par décret, elle doit réguler la liberté et réduire l'inégalité. C'est une valeur qui relève en fait de la liaison de soi-même avec l'intérêt général, c'est-à-dire profondément du civisme. Là où dépérit l'esprit citoyen, là où l'on cesse de se sentir responsable et solidaire d'autrui, la fraternité disparaît. Ces trois notions sont donc très importantes. Il y a des moments historiques où le problème crucial est celui de la liberté, surtout dans des conditions d'oppression, comme sous l'Occupation en France, et il y en a où le problème majeur est celui de la solidarité, ce qui est le cas aujourd'hui.

LF : *Au niveau européen, vous êtes favorable à un modèle de fédération des Etats. Quel pourrait être le rôle de la*

France ?

La France pourrait jouer un rôle pionnier parce que sa culture possède un héritage d'universalisme, de foi civique, républicaine et patriotique, mais aussi parce que la France est le seul pays européen qui, depuis le XIX^e siècle, est un pays d'immigration, alors que tous les autres sont des pays d'émigration. Elle a hérité d'une tradition d'intégration des étrangers, par l'école et la naturalisation, automatique pour les enfants nés en France depuis la Troisième République [1870]. Jamais euphorique au départ, cette intégration, qui continue à fonctionner malgré des difficultés particulières en temps de crise, explique qu'un quart de la population française actuelle ait des ascendants étrangers. Enfin, du fait de son ex-empire colonial, la France a pu reconnaître comme Français des Martiniquais ou des Vietnamiens, c'est-à-dire des personnes d'une autre couleur de peau. Dans le modèle français, l'identité nationale a toujours été transmise par l'école républicaine et l'enseignement de l'histoire de France. Les enfants assimilaient Vercingétorix, Rome, Clovis, c'est-à-dire une histoire très riche, et du reste très intéressante, car la mythologie française exalte à la fois un héros de l'indépendance, Vercingétorix, mais ne traite pas de collaborateurs les Gaulois, qui eux-mêmes ont été romanisés. Ainsi, la France, dès son origine, accepte le métissage avec les Romains, puis avec les Germains. Constituée à partir d'un tout petit royaume, l'Île-de-France, qu'elle a élargi en intégrant au fil des siècles des régions hétérogènes, la France se caractérise en fait par un processus de francisation permanente.

LF : *Votre diagnostic conclut à une situation « logiquement désespérée ». Qu'est-ce qui, pourtant, vous porte à l'espoir ?*

Je pense que nous devons nous ouvrir aux échanges. De même que l'Asie s'est ouverte à la technique occidentale, nous devons nous ouvrir à l'apport des civilisations asiatiques, bouddhiste et hindouiste notamment, pour la part qu'elles ont faites au rapport entre soi et soi, entre son esprit, son âme et son corps, que notre civilisation productiviste et activiste a totalement négligé. Nous avons beaucoup à apprendre des autres cultures. De même que la Renaissance s'est produite parce que l'Europe médiévale est revenue à la source grecque, nous devons aujourd'hui chercher une nouvelle renaissance en puisant aux sources multiples de l'univers.

Les raisons de l'espoir viennent aussi du fait que nous sommes dans la préhistoire de l'esprit humain, ce qui signifie que les capacités mentales humaines sont encore sous-exploitées, notamment sur le plan des relations avec autrui. Nous sommes des barbares dans nos relations avec autrui, pas seulement dans les rapports entre religions et peuples différents mais au sein même d'une famille, entre parents, où la compréhension fait défaut.

D'autre part, l'histoire nous enseigne qu'il faut miser sur l'improbable. J'ai vécu historiquement deux fois la victoire de l'improbable. D'abord, avec la défaite du nazisme en 1945, alors que la victoire allemande était probable en Europe en 1941, et puis avec l'effondrement du système communiste en 1989-90. Le pire n'est jamais certain et « *là où croît le péril croît aussi ce qui sauve* », comme le dit Hölderlin qui nous rappelle que le danger va nous aider peut-être à nous en sortir, à condition d'en prendre conscience.

Repères

Propos recueillis par Anne Rapin

Edgar Morin est l'un des penseurs français les plus importants de son époque, directeur de recherches émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Son oeuvre multiple est commandée par le souci d'une connaissance ni mutilée ni cloisonnée, apte à saisir la complexité du réel, en respectant le singulier tout en l'insérant dans son ensemble.



Published on www.unmondelibre.org (<http://www.unmondelibre.org>)

France : Quelle "politique de civilisation" ?

Emmanuel Martin le 18 janvier 2008 -

Lors de ses premiers vœux aux Français en tant que Président de la République Française, puis lors de la conférence de presse du 8 janvier, le Président français Nicolas Sarkozy a souhaité une « politique de civilisation ». En effet, selon lui « depuis trop longtemps la politique se réduit à la gestion, restant à l'écart des causes réelles de nos maux qui sont souvent plus profonds ». Voici qu'est donc proposée une « politique » de plus. Cette proposition peut laisser sceptique. Car à y regarder de plus près, il est possible de considérer que la politique aujourd'hui est une des causes réelles de nos maux profonds, et qu'elle est une des causes sans doute principales du processus de dé-civilisation que nous connaissons. C'est parce qu'elle étouffe ou corrompt bien souvent les dynamiques de liberté et de responsabilité de la société civile, que cela soit dans la sphère marchande ou dans la sphère non-marchande, que la politique a généré ce processus dé-civilisateur. De ce point de vue, une « politique de civilisation » digne de ce nom consisterait donc en une dépolitisation de la vie économique et sociale.

Les discours à la mode réclamant un « retour de la politique » pourraient nous laisser croire que, face aux « forces du marché », la politique a « disparu ». Pourtant, rien n'est plus faux : elle n'a jamais été aussi présente dans nos vies. L'interventionnisme politique connaît un pic remarquable : des milliers de pages de réglementations sont pondues chaque année au niveau national et européen et les libertés sont peu à peu grignotées ; en France, l'Etat au sens large dépense plus de la moitié des ressources nationales (mais pour n'en investir qu'une infime partie) et la redistribution sociale y représente près d'un quart du PIB. En dépit des réformettes, le taux de pression fiscale avoisine toujours les 44 % du PIB. La politique est donc bien là. Sans doute même « trop là » puisque cette politique n'est pas efficace à plusieurs titres : comme l'a par ailleurs reconnu le Président français, il y a « urgence des réformes qui attendent depuis vingt ou trente ans ». Cette hypertrophie de la sphère politique a en réalité dérégulé les processus civilisateurs de la société civile.

Car qu'est ce que la vraie civilisation ? Est-ce, pour une minorité, de faire bâtir des grands monuments par une majorité d'esclaves ? Est-ce d'organiser l'Etat parfait dans lequel chacun aurait sa place assignée, comme dans une fourmilière ou en ex-URSS ? Est-ce de donner à chacun des « minimums » dans tous les domaines au nom de l'égalité, en interdisant en même temps des « maximums » ? Ou est-ce de permettre l'épanouissement de chacun dans le service rendu aux autres de manières lucrative et non-lucrative ? Autrement dit, de permettre l'initiative communautaire et économique pour que se tissent des liens de dépendance mutuelle entre les hommes, liens qui imposent peu à peu la confiance, le respect, et la paix, et ce, parallèlement à la prospérité qu'ils permettent, c'est-à-dire des liens qui civilisent ? Car enfin de compte c'est cela qu'être *civilisé* : s'accomplir dans sa vie sociale et contribuer à la vie sociale par l'efficacité et la solidarité à travers la société civile. Or, la politique a étouffé depuis des

décennies cette dernière.

La politisation du domaine « social » a tué l'initiative communautaire. La nationalisation de la solidarité a fait de nous des individualistes égoïstes qui n'ont cure du sort des autres : les Français sont en moyenne dix fois moins généreux que les Américains, peuple réputé pour son individualisme ; après la canicule de 2003 en France on se souvient que des centaines de corps ont attendu leurs familles pendant des semaines. En créant des « droits » sans contrepartie véritable, cette nationalisation a non seulement détruit le véritable lien social, les solidarités horizontales chères à Tocqueville, mais elle a aussi encouragé une mentalité de resquilleurs, de profiteurs du système : une bonne part des arrêts de maladie dans les Bouches-du-Rhône seraient de complaisance. Les associations aujourd'hui, qui devraient être le terreau de la vie communautaire, sont devenues des chercheurs de rentes dans les bureaucraties des collectivités locales, des « associations lucratives sans but » selon la formule de Pierre-Patrick Kaltenbach. Les solidarités naturelles ont ainsi été détruites au nom même de la solidarité, atomisant au sens propre les individus et faisant encore un peu plus de la France une société de défiance, d'autant moins « civilisée ».

L'éducation, essentiellement nationalisée elle aussi, faillit à sa tâche, transmettant de moins en moins le sens de la curiosité intellectuelle et l'envie d'apprendre. Les diplômes, comme les « droits à », donnent peu à peu l'impression d'être distribués et non plus mérités. On ne peut dès lors s'étonner que le dernier rapport de l'OCDE sur l'éducation n'ait pas été très flatteur pour la France. La grande entreprise de civilisation qu'est l'Education a été vidée de sa substance, les parents n'ayant d'ailleurs même pas le droit de choisir – et donc de contrôler – l'école de leurs enfants.

Côtoyer le sort des autres, construire l'entraide, avoir envie d'apprendre et de progresser, voilà qui nous rend moins individualistes, moins hypocondriaques, moins nombrilistes, moins « dépressifs asociaux » et plus « responsables », allant de l'avant et faisant véritablement bouger le monde, c'est-à-dire plus civilisés, contributeurs à un « acte de civilisation ». Le Président parle de profondeur, mais la politique bien souvent n'a fait qu'instaurer la superficialité en retirant leurs responsabilités sociales aux citoyens.

L'initiative économique elle aussi a été étouffée par l'hypertrophie politique. Le commerce et l'industrie ont été de tous temps de puissants vecteurs de civilisation de par la prise de risque, l'innovation, la responsabilisation et l'accomplissement, mais aussi la pacification des relations entre les hommes qu'ils impliquent. Or, on a réussi dans ce pays à détourner les jeunes de l'entrepreneuriat : que plus des deux tiers des moins de vingt cinq ans rêvent de devenir fonctionnaire pour la « sécurité de l'emploi » et que de plus en plus de jeunes dynamiques fuient vers des cieux plus prometteurs outre-manche n'est pas un signe véritablement encourageant. Une civilisation, ça se bâtit aussi sur des entrepreneurs. Le Président a au moins signifié qu'il comprenait l'exaspération « quand vous voulez entreprendre ou quand vous voulez travailler davantage et que vous avez le sentiment que tout est fait pour vous en empêcher »... Mais les actes doivent suivre. Or, les réformes engagées pour redynamiser la sphère économique sont encore minimales par rapport aux enjeux.

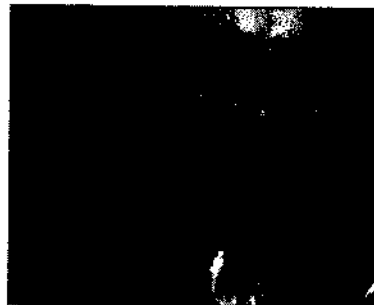
La seule « politique de civilisation » qui vaille c'est d'avoir le courage de dire qu'il y a trop de politique justement, et de rendre sa liberté à la société civile pour que s'épanouissent les responsabilités. D'ailleurs, remettre la politique à sa place permettra peut-être enfin son efficacité à établir les conditions de la civilisation : le respect de l'état de droit et la garantie des droits individuels.

Emmanuel MARTIN est chercheur, docteur en Sciences économiques, et responsable de la publication du site www.unmondelibre.org.

FRANÇOISE FRESSOZ

Une politique de civilisation peut-elle se décréter ?

[11/01/08]



Lorsque, dans ses vœux aux Français, le 31 janvier dernier, Nicolas Sarkozy a parlé de « politique de civilisation », certains commentateurs se sont gaussés : fallait-il que le président de la République plane au-dessus des problèmes des Français pour lancer un tel concept alors que le baril de pétrole flambe et que les prix des produits alimentaires s'envolent ? Mais l'affaire était sérieuse. La « politique de civilisation » a servi de fil conducteur, mardi, à la longue conférence de presse présidentielle. Elle a en outre été largement explicitée par son initiateur, le sociologue Edgar Morin, qui, à quatre-vingt-six ans, est en train de retrouver une seconde jeunesse en se faisant courtiser non seulement par Nicolas Sarkozy mais aussi par... Ségolène Royal.

Qu'est-ce qu'une « politique de civilisation ? » C'est, rétorque Edgar Morin, une « *politique de portée historique* », un « *New Deal* » qui vise à corriger les effets négatifs de la civilisation, définie comme l'ensemble des techniques, savoirs, sciences... qui peuvent être transmis d'une communauté à une autre. Concrètement, le sociologue explique que la technique et l'économie concourent aujourd'hui à la dégradation de la biosphère, que la montée de l'individualisme provoque le dépérissement des solidarités et qu'il est urgent d'inventer un nouvel humanisme. Il précise aussi (1) que les 35 heures sont, pour lui, l'exemple type « *d'une politique de civilisation maladroite* » car « *la visée, qui était d'arriver à une meilleure qualité de vie, a été gâchée par l'application totalement bureaucratisée de la réforme* ».

Faut-il s'étonner que le président de la République aille chercher l'inspiration chez ce penseur qui a su séduire aussi bien les libéraux sociaux type Jean-Pierre Raffarin que les altermondialistes ? Evidemment non, si l'on considère qu'adepte de l'ouverture Nicolas Sarkozy adore bousculer les lignes. En outre, il ne prend personne en traître. Au milieu de la campagne présidentielle, il avait résumé son dessein dans un livre (2) qui donnait déjà la pleine mesure des ambitions qu'il entendait assigner à son quinquennat : moralisation du capitalisme qui « *est menacé si l'argent devient l'unique mesure de la valeur des hommes* », humanisation de la mondialisation « *qui appelle plus de projet collectif et de prospective* », prise en compte du défi écologique, qui réclame une remise à plat des prélèvements obligatoires. Le tout sans oublier d'instruire un procès à charge contre « *la génération de mai 68* » accusée d'avoir « *disqualifié le mérite et déprécié l'effort* », pour y opposer une nouvelle utopie : l'avènement d'une « *société de croissance* » portée par « *l'élan vital de la création et l'aspiration au bonheur* ». On peut bien ironiser sur ce lyrisme de campagne dont l'essentiel tient à la

plume de l'actuel conseiller spécial Henri Guaino, d'emblée était posée une ambition : le sarkozysme serait une « nouvelle Renaissance ».

Avec l'actuel président, rien n'est laissé au hasard. Si « la politique de civilisation » ressurgit neuf mois après le début du quinquennat, sans d'ailleurs être beaucoup plus explicitée que durant la campagne, c'est qu'il y a un besoin urgent : dépasser la grisaille du quotidien et redonner du sens à l'action. Comme tous ses prédécesseurs, Nicolas Sarkozy sait que le pays a toujours aimé servir de modèle. « *La France qu'est-ce que c'est ? Ce qu'il y a de meilleur dans le monde, à cause de son paysage et à cause de son peuple* », n'avait pas hésité à lancer Valéry Giscard d'Estaing lors de ses premiers vœux aux Français le 31 décembre 1974, tandis que François Mitterrand, plus sobre, constatait le 31 décembre 1981 : « *La parole de la France s'identifie à celle de la liberté.* » Insister sur l'idée d'une « nouvelle Renaissance » dont l'Hexagone serait le phare est donc tentant. A fortiori lorsqu'on s'est présenté, comme l'a fait Nicolas Sarkozy, comme « l'homme de la rupture ».

Mais une politique de civilisation peut-elle se décréter ? C'est en réalité toute la question. Elle se heurte d'abord aux limites du volontarisme politique. Ce qui se passe en ce moment sur le pouvoir d'achat en est une parfaite illustration : au nom de la politique de civilisation, Nicolas Sarkozy voudrait que « *les salariés ne soient pas éternellement privés de la part qui leur revient dans le succès des entreprises* », mais au nom des contraintes de la mondialisation, les entreprises ne sont guère enclines à augmenter les salaires. D'où des tensions entre deux acteurs - le président de la République et les entreprises - qui se veulent alliés dans la « société de croissance », mais dont les intérêts en réalité divergent. L'ampleur du fossé est telle que, si les lignes bougent au cours du quinquennat, on peut craindre que ce soit de façon infinitésimale.

Une politique de civilisation suppose aussi un contexte culturel particulier, un enthousiasme, un élan vital, un « minimum d'espérance » qu'Edgar Morin a bien du mal à entrevoir dans la France d'aujourd'hui. « *La Renaissance s'est caractérisée par un dégel de la pensée qui contraste avec le caractère figé du monde intellectuel d'aujourd'hui, explique-t-il. Les grands esprits comme Léonard de Vinci avaient une pensée globale. Ils étaient peintres, bricoleurs, anatomistes. Aujourd'hui ce sont les spécialistes qui règnent et ils ont bien du mal à communiquer entre eux.* » Les historiens ajouteront que, dans l'entourage de François 1er, le souverain français qui incarne la Renaissance, gravitaient un nombre impressionnant d'humanistes, comme Guillaume Budé, et que, sous son règne, trois institutions majeures ont vu le jour : le Collège de France, la Bibliothèque nationale et le Musée du Louvre. L'on peine à trouver l'équivalent d'une telle effervescence autour de l'Elysée d'aujourd'hui.

Mais ces hommes de la Renaissance avaient-ils l'impression, sur le moment, de faire naître un monde nouveau ? Rien n'est moins sûr. Le concept de Renaissance n'a été inventé que bien plus tard, à la fin du XIXe siècle. Et c'est à l'aune du positivisme qui a dominé ce siècle que s'est façonnée l'image d'un Léonard de Vinci, préfigureur du futur. Moralité : seul le temps long permettra de dire si le sarkozysme a vraiment débouché sur une politique de civilisation. Sachant que sur ce terrain-là la compétition est déjà déclarée : Georges Pompidou, lui aussi, rêvait au début de son septennat d'initier une « nouvelle Renaissance ».

**FRANÇOISE FRESSOZ est éditorialiste aux « Echos » ffressoz@lesechos.fr
<http://blogs.lesechos.fr/ffressoz>**

(1) Entretien avec l'auteur le 8 janvier.(2) « Ensemble tout est possible », XO Editions, mars 2007, 14,90 euros.

8



JACQUES CHIRAC : LES POLITIQUES ONT LE DEVOIR DE CIVILISER LA MONDIALISATION

Paris, 15 octobre (N°2001-105)- Dans un discours prônant le dialogue des cultures, le Président de la République française, Jacques Chirac, a déclaré aujourd'hui à l'UNESCO que la diversité culturelle est " fondée sur la conviction que chaque peuple a un message singulier à délivrer au monde, que chaque peuple peut enrichir l'humanité en apportant sa part de beauté et de vérité ".

Jacques Chirac a pris la parole dans le cadre de la 31e session de la Conférence générale de l'UNESCO qui s'est ouverte aujourd'hui à Paris. Cet organe décisionnel suprême réunit tous les deux ans l'ensemble des Etats membres (188 à ce jour) de l'Organisation.

Jacques Chirac a souligné à quel point la tragédie de New York et Washington avait ébranlé les espoirs et la confiance placés dans le siècle qui s'ouvrait, leur substituant un discours sur le choc des civilisations : " Un choc des civilisations, qui marquerait le XXIème siècle, de même que le XIXème siècle a vu s'affronter les nationalités et le XXème les idéologies. Un choc de civilisations, présent et à venir, qui serait plus radical, plus violent, plus passionnel parce qu'il verrait s'affronter des cultures et des religions ". Le Président français a réfuté ce discours " qui se nourrit de toutes les peurs " et affirmé qu'il fallait lui opposer " une autre réalité, politique, morale, culturelle " et " une autre volonté : celle du respect, celle de l'échange, celle du dialogue de toutes les cultures, inséparable de l'affirmation claire et sans concession des valeurs qui nous font ce que nous sommes ".

Prônant le dialogue des cultures, le Président français a souligné les principes qui doivent sous-tendre ce dialogue. " Le premier, [...] c'est l'égalité de dignité de toutes les cultures, et leur vocation à s'interpénétrer et à s'enrichir les unes des autres. C'est tout à la fois une évidence, portée par toute l'histoire de l'humanité, histoire littéraire, artistique, architecturale. C'est aussi et surtout une grille de lecture du monde. [...] Le deuxième de ces principes, inséparable de l'égalité de dignité des cultures, c'est la nécessité de la diversité culturelle. Il ne peut y avoir de dialogue entre l'un et son double au mépris de l'autre ".

" La réponse à la mondialisation-laminage des cultures, c'est la diversité culturelle. Une diversité fondée sur la conviction que chaque peuple a un message singulier à délivrer au monde, que chaque peuple peut enrichir l'humanité en apportant sa part de beauté et de vérité ", a ajouté Jacques Chirac avant de développer sa vision du bon et du mauvais usage de la mondialisation : " Bon si ce qui est en commun, ce qui circule, ce qui modèle les consciences, c'est l'information, la connaissance, le progrès, la compréhension de l'autre, le partage de valeurs comme de richesses. Mauvais au contraire si elle est synonyme d'uniformisation, de formatage, de réduction au plus petit commun

dénominateur, ou encore de primauté de la seule loi du marché, oublieuse de cette culture humaniste, dont l'essence même est de rassembler autour de principes éthiques ".

A cet égard, le Président français s'est félicité de la préparation par l'UNESCO d'une déclaration sur la diversité culturelle, " premier pas vers une convention établissant en droit la particularité du fait culturel ". Il a également souhaité que l'UNESCO prenne à bras le corps la menace du fossé numérique.

Comment instaurer ce dialogue entre les cultures ? Pour Jacques Chirac, " La première urgence [...], c'est d'introduire plus de justice, plus de solidarité, plus d'attention aux hommes et à leurs questions dans le mouvement du monde ". Il a poursuivi : " Le devoir des politiques et de tous les responsables est donc de civiliser la mondialisation, de faire prévaloir l'intérêt des hommes, de tous les hommes ". Il a notamment évoqué l'Internet, " extraordinaire instrument de connaissance mutuelle et de dialogue " mais qui " a besoin d'une régulation éthique autant que de règles techniques " et appelé l'UNESCO à être l'espace où on réfléchirait " sur la liberté d'expression et ses limites, sur l'équilibre entre le droit à la diffusion des œuvres et le respect des auteurs, sur la protection de la vie privée et surtout sur la protection de l'enfance ". Mentionnant les avancées scientifiques, notamment médicales, il a rappelé qu'il avait prôné la mise en chantier au niveau de l'ONU d'une convention mondiale sur la bioéthique et la création d'un Comité mondial d'éthique.

Dans cette marche vers plus de justice et plus de solidarité, le Président français a mis l'accent sur la fracture entre le Nord et le Sud, et particulièrement sur la fracture face à l'éducation. Il a évoqué le drame afghan : " Le sort réservé aux femmes, enfermées, privées de tous les droits et notamment de tout accès au savoir [...] témoigne de l'obscurantisme des taliban mais il assure aussi leur emprise sur le peuple : éduquer les femmes, c'est permettre à toute la société de se libérer et de progresser ".

Jacques Chirac a poursuivi : " Il faut nous mobiliser pour combattre la pauvreté et promouvoir l'éducation dans le monde, l'éducation qui permet de comprendre l'autre. [...] Introduire davantage de justice et d'équité dans la mondialisation, c'est rendre possible le dialogue des peuples, c'est préparer notre avenir commun ".

Le Président français a conclu : " Ne craignons pas d'affirmer l'existence d'une éthique universelle, celle qui inspire la Déclaration universelle des droits de l'homme. Contrairement à ce que prétendent les ennemis de la liberté et les fanatiques de tous horizons, cette éthique n'est pas un modèle occidental, cheval de Troie de civilisations honnies. Elle est un humanisme. Elle est de tous les peuples, de toutes les nations, de toutes les religions, car aucune religion ne s'est construite sur l'anéantissement des hommes, leur indifférenciation, le refus de les voir accéder au beau et au bien. Plus que jamais, nous devons la défendre, la faire vivre, assumer sa valeur universelle. Affirmer cette universalité, c'est souligner la solidarité qui unit tous les hommes. C'est proclamer que chaque femme, chaque homme, chaque enfant a des droits imprescriptibles. C'est chercher dans chaque civilisation l'expression d'un idéal commun. C'est reconnaître que la vérité s'exprime en une infinité de langues ".

DOSSIER

Renaissance

Définition

«Le sens du mot Renaissance n'est plus à chercher, après les travaux des Michelet, des Edgar Quinet, des Burckhardt, des Taine: il signifie ce rajeunissement de l'esprit humain, cet affranchissement de la pensée, cet essor des sciences et ce raffinement de la civilisation, cette poursuite de la distinction et de la beauté, qui se sont affirmés en Italie vers le quinzième siècle, sous l'influence des leçons de l'antiquité. La découverte du monde et de l'homme, des mœurs plus douces, plus humaines (le beau terme d' "humanisme" est synonyme de renaissance des lettres), le spiritualisme parfois subtil, mais toujours si généreux de Platon se mariant aux pratiques de la charité chrétienne, non sans laisser la porte entrouverte pour les vivantes et suggestives doctrines d'Épicure et de Lucrèce, le retour à la tolérance religieuse et au cosmopolitisme, une activité plus méthodique, et comme conséquence une prospérité toujours croissante, l'exubérance de vie dans vingt cours souveraines, dans cinquante villes pouvant prétendre au titre de capitales, et «où tout était grand dans un petit espace, parce que les passions y développaient toutes les facultés», le culte de la forme rétabli dans tous ses droits: tels sont quelques-uns des traits qui caractérisent ce mouvement admirable. En ne croyant qu'imiter, la Renaissance créait à nouveau, et elle opéra le miracle de faire de la tradition la condition du progrès. Qu'on n'objecte pas que la préoccupation de se régler sur l'antiquité grecque ou romaine nuit à la spontanéité de l'inspiration, ni que la sincérité des artistes souffrit de tentatives dans lesquelles l'érudition entrainait pour une large part: retrouver est souvent plus doux que trouver, car de ce que l'on a perdu on connaît mieux le prix, et ce que l'on avait perdu, ce n'était rien moins, en matière de science, de philosophie, de littérature et d'art, que l'expérience accumulée de tant de siècles radieux et les conquêtes de la race la mieux douée qui fut jamais.»

EUGÈNE MÜNTZ, *Histoire de l'art pendant la Renaissance*, tome I, Paris, Hachette, 1889-1995

Enjeux

«De la Renaissance, qui a été une orientation nouvelle de l'esprit occidental, une grande révolution intellectuelle et politique. Dans l'art, la Renaissance est, à mon avis au moins, une décadence. La sculpture, la peinture, l'architecture, perdent, en remontant le fleuve des siècles à la recherche des anciens modèles abandonnés, la sève, la fraîcheur, la puissance qu'elles avaient au Moyen Âge. La révolution décisive que l'étude de l'antiquité provoque, il faut la chercher ailleurs: dans les États, dans les armées, dans la position européenne de la papauté. Au Moyen Âge, le pape n'est pas seulement le pasteur catholique de l'Europe, il est aussi le chef d'un véritable empire, avec gouverneurs, provinces et tributs, qui n'a pas besoin de soldats pour se faire obéir et pour encaisser tous les ans des quantités considérables d'or et d'argent: des bulles, et des bénédictions - du papier, de l'encre,

des paroles - suffisent. C'est le second empire de Rome, cette fois désarmé.

Cet empire extraordinaire - le plus extraordinaire peut-être de l'Histoire - s'est maintenu pendant des siècles par la seule puissance du verbe parlé ou écrit; et quelle merveilleuse civilisation s'est épanouie dans son sein! Nous la traitons souvent de barbarie parce que la Renaissance a tué en nous son esprit. C'est la civilisation qui a enfanté saint Anselme, saint François d'Assise, saint Dominique, saint Thomas, saint Louis, Dante, Pétrarque, les architectes des cathédrales gothiques, Giotto et les primitifs siennois, le Beato Angelico, Jeanne d'Arc, la Scolastique; une civilisation qui, pendant plusieurs siècles, n'a travaillé que pour bâtir un immense escalier reliant la terre au ciel, sur lequel l'humanité pût monter au Paradis. Pour bâtir cet escalier, elle perd le secret de presque toutes les sciences humaines; elle se contente d'organiser des rudiments de pouvoir politique; elle désapprend l'art de la guerre. Une grande civilisation qui ne sait plus ni organiser des armées ni se battre, dans laquelle les luttes entre les hommes ne sont que tumultes et chocs de petites foules amorphes, servies par deux seuls instruments: le fer et le feu, dans leur forme élémentaire!

La Renaissance a détruit, avec l'escalier qui montait au ciel, cette anarchie mystique, en organisant la société et en armant les États. Elle avait été préparée par l'enchaînement de plusieurs extraordinaires nouveautés: la découverte de la terre par les grandes explorations géographiques du XVe siècle, la découverte du ciel par l'astronomie scientifique, la première expansion mondiale de l'Europe, les deux inventions décisives: l'imprimerie et les armes à feu, commencement de la guerre chimique. La découverte, dans les nécropoles de la Grèce et de Rome, des vestiges d'une imposante civilisation politique et militaire, précipite la révolution. Arrivé aux portes du Paradis par l'immense escalier du Moyen Âge, brusquement l'esprit humain se retourne, redescend sur la terre, résolu à l'explorer, à conquérir ses trésors, à réapprendre la guerre et la politique, à déchiffrer l'énigme de la vie et de l'Histoire. À mesure que les États et les armées s'organiseront; à mesure que la pensée humaine pénétrera les secrets de la nature et de l'humanité, la parole sacrée perdra sa force, la domination par le prestige surnaturel s'énervera, l'empire de Rome désarmée déclinera.»

GUGLIELMO FERRERO, Niccolò Machiavel, *Conferencia*, *Journal de l'Université de annales*, Paris, 1935